



Déclaration Liminaire CT du 29 Avril 2021

En période de pandémie les déclarations d'amour en direction des services publics et des agents se succèdent, y compris de la part de ceux qui les détruisent.

Les opérations de communication hypocrites sont devenues insupportables ! La réalité ce sont les politiques d'austérité, le recul des missions, les suppressions d'emplois, les attaques contre le statut des fonctionnaires.

La DGFIP supporte un tiers des suppressions d'emplois de la Fonction Publique d'État. En dix ans, elle a subi 21 906 suppressions (environ 240 suppressions pour notre département). La loi de finances 2021 a provoqué 1 800 suppressions supplémentaires. 1 600 suppressions sont programmées pour 2022, sans compter les suppressions liées à la dé-métropolisation. Le recours important à des contractuels à la place de fonctionnaires ouvre la porte à une privatisation des emplois, comme à France Télécom.

Pourtant, on le constate bien ces derniers jours, l'accueil du public ne faiblit pas. Avec la crise sanitaire, les services se sont mobilisés sur des dispositifs particuliers. Des transferts de taxes sont organisés à tort de la Douane vers la DGFIP jusqu'en 2024 (correspondant à 3000 emplois selon le rapporteur de la commission des Finances) et de l'Équipement vers la

DGFiP en 2022. L'économie internet, à distance et à l'international se développe. La complexification et la masse financière des montages juridiques s'accroît. Un soutien accru et un meilleur contrôle auprès des collectivités territoriales est nécessaire. Les renforts entre services ne sont pas la solution.

La campagne IR 2021 ne ressemble pas à celle de 2020 ! ... Et oui, nous ne sommes pas en PCA. Mais elle ne ressemble pas non plus à celle de 2019 !... Et oui, nous sommes en crise sanitaire. Alors à celle de 2018 ?... Ben non, aujourd'hui nous avons des téléphones portables, des ordinateurs portables, des tablettes, un numéro national, des télétravailleurs... Alors on change tout ? C'est la campagne 2.0 ? Ben pas vraiment, car il y a encore des numéros locaux, des déclarations papier, des travailleurs en présentiel, des contribuables à l'accueil... et c'est tant mieux !

Pour la DGFiP, c'est clair, la crise sanitaire, la protection des agents et des contribuables se résoudraient selon la DG avec le télétravail et les gestes barrière.

La campagne doit se tenir dans les dates prévues, l'activité continue et surtout, les réformes continuent. On évalue, on juge, on change les organisations mais aucune solution crédible et pérenne n'est apportée.

Cette période est le laboratoire idéal, au nom de la crise sanitaire, on peut passer au tout distanciel et au télétravail à la sauce DG .

Pourquoi ? Sans doute pour supprimer les centaines d'emplois dévolus à l'accueil.

Pour les contribuables, ce n'est pas si clair que ça.

Entre prélèvement à la source et déclaration, tout ne va pas de soi. La fracture numérique est bien réelle et pas seulement pour les personnes âgées et les zones blanches. Combien de « jeunes » contribuables sont

accrochés à leur téléphone et pourtant peuvent se retrouver en difficulté pour faire une démarche administrative ?

Les services de proximité sont fermés et remplacés par des numéros de téléphone portables ou des accueils France Service aux plages limitées et au personnel trop peu formé.

On veut nous faire croire que les usagers sont satisfaits de la manière dont on les renseigne. Quand ils arrivent à nous voir ou nous contacter, certainement. Mais les accueils téléphoniques sont surbookés.

Quelques-un essaient quand même de prendre rendez-vous après avoir obtenu les éléments au téléphone parce que la campagne IR, c'est aussi jeter un regard sur la déclaration, juste pour rassurer. Mais ça, ce n'est pas 2.0 !!!

Les usagers doivent être mis au courant que sous couvert d'un meilleur service, la DG ne tient pas à voir les contribuables se déplacer dans ses bureaux ! Ni pour déclarer, ni pour payer !

Pour les agents, ce qui est clair, c'est que cette année, il n'y aura pas de renfort, mais que toutes les tâches doivent être accomplies !

Alors que les Centres de Contact (CDC) devaient prendre en charge les appels au niveau national, ce sont les services locaux, souvent les SIP ou les PCR, avec déjà leur propre téléphone à décrocher, qui assurent la réception téléphonique dès lors que les CDC sont submergés !

Les SIP sont suréquipés de téléphones portables pour le numéro national, pour répondre à France Service, pour rappeler les numéros laissés par des contribuables ne pouvant les joindre, pour les rendez-vous téléphoniques, cowbrose ...et parallèlement, il reste les téléphones fixes.

Les encadrants se transforment en gestionnaires de téléphonie et jonglent de planning en planning pour au final gérer au jour le jour.

Les services civiques doivent voltiger. Leur rôle ? Gérer des flux ? Tâche qui nécessiterait de l'expérience. À la place, ils ont des tablettes...

En clair, un métier qui se désagrège des agents perdus entre le PAS à ingurgiter, la suppression de la TH et la saisie sur GestPart qui ouvre la porte à une saisie hors site.

Et bien sûr pas vaccinés, pas protégés.

Alors, crise sanitaire aux Finances Publiques, suppressions d'emplois et fermetures de services de proximité : comment faire ?! Vous nous le direz certainement... ou pas, comme à chaque fois avec cette facilité que vous avez pour noyer le poisson...

Alors même que la période est marquée par des attaques sans précédents contre le monde du travail, la CGT forte de plus de 120 ans d'existence n'abdique pas et n'abdiquera jamais. Elle condamne la mise en place de la loi de transformation de la fonction publique véritable machine à casser le statut et les statuts particuliers des fonctionnaires. Elle en exige le retrait. LA CGT et ses militants continuent et continueront de défendre pied à pied les intérêts des salariés du privé comme du public et de porter leurs revendications y compris dans un cadre de dialogue social dégradé, comme nous le vivons actuellement, comme vous l'avez construit et dans lequel vous vous complaisez...